



Crise de l'hôpital public, du système de santé et économie de Paix !

Malades ou parents faisant la course pour pouvoir bénéficier d'une auscultation, ballotés entre cabinet médical, Doctolib, service des urgences, retour vers SOS médecins ; des heures d'attente dans les services d'urgence des hôpitaux, des ambulances qui attendent avec les malades à bord parfois sept heures sur le parking de l'hôpital avant d'avoir une possibilité d'accès aux services d'urgence (source TV C'est dans l'air) , médecins obligés de prioriser les urgences entre ceux qu'ils espèrent pouvoir sauver, entre les plus âgés et les jeunes enfants. Telle est la situation en matière de santé publique à laquelle la population doit faire face en France. Le service public surchargé, infirmières qui démissionnent car ne pouvant plus assurer dans de bonnes conditions leur travail.

Cette situation, que de nombreuses personnes ont dû affronter dans les jours et semaines qui viennent de s'écouler était prévisible car bien avant la crise du Covid des personnels de santé des hôpitaux publics, mais aussi les professionnels de santé de la médecine libérale alertaient.

Ainsi en décembre 2019 les chefs de services hospitaliers appelaient à la démission collective, jugeant très insuffisante la réponse du gouvernement à la crise de l'hôpital. Ils apportaient leur soutien aux manifestations du personnel hospitalier et proposaient une mobilisation générale pour un plan d'urgence pour l'hôpital public

Les professionnels de santé et les malades attendent toujours les réponses et les moyens à hauteur des nécessités et des urgences.

Dans d'autres secteurs les moyens ne se font pas attendre. Ainsi le journal L'usine nouvelle en septembre 2022 titrait : « **Un budget des armées record en 2023 taillé pour « l'économie de guerre** », « *L'argent promis pour moderniser les armées est bien au rendez-vous. Le projet de loi de finances 2023 prévoit un budget record de la défense de 43,9 milliards d'euros, soit une augmentation de l'ordre 3 milliards par rapport à l'année précédente. L'effort est considérable sachant que depuis 2019, les crédits militaires ont déjà augmenté chaque année de 1,7 milliard d'euros.* ».

Pour sa part le site du ministère de la défense indique : « *Dotée de 43,9 milliards d'euros, la mission Défense enregistre une augmentation de ses crédits de paiement de trois milliards pour 2023, soit + 7,4%. Cette progression sensible des ressources s'inscrit dans la tendance de fond prévue par la loi de programmation militaire. Au cours des cinq dernières années, le budget alloué à nos armées a gagné au total 36% de crédits supplémentaires, pour atteindre 2% du PIB.* « Nous tenons parole sur les standards de l'Otan », se félicite Sébastien Lecornu, le ministre des Armées. Demandée par le chef de l'Etat, la [Revue stratégique de défense et de sécurité nationale](#) a permis d'établir, **dès 2017**, l'impérieuse nécessité d'engager la remontée en puissance de notre appareil militaire ».

A quand la montée en puissance de notre appareil de santé et en particulier de nos services publics de santé pour répondre aux aspirations et aux besoins de la population pour sa sécurité sanitaire, composante essentielle d'une sécurité humaine ? La France devrait agir **au plan national et international** pour **une économie de paix** incluant tant la sécurité sanitaire, que sociale, écologique et de l'emploi, composantes essentielles d'une sécurité humaine globale et mondialisée.

Le Mouvement de la Paix- le 29 /12/2022. Contact : national@mvtpaix.org